

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 04446

Nom ou dénomination : HG DEVELOPMENT

Ce dépôt a été enregistré le 07/05/2018 sous le numéro de dépôt 50312

HG DEVELOPMENT
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE UNIPERSONNELLE
AU CAPITAL DE 1.000 EUROS
SIEGE SOCIAL : 23 RUE EDOUARD NIEUPORT
92150 SURESNES
RCS EN COURS D'IMMATRICULATION

PROCES-VERBAL
DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 12 AVRIL 2018

Le 26 mars 2018, Monsieur Hakim GAOUAOUI, propriétaire de la totalité des 100 actions composant le capital social de la société « *HG DEVELOPMENT* », associé unique de ladite société.

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- Nomination d'un Président ;
- Désignation des commissaires aux comptes titulaire et suppléant ;
- Pouvoirs en vue des formalités ;

PREMIERE DECISION

L'associé unique décide de nommer Président de la société :

- **Monsieur Hakim GAOUAOUI**, né le 27 décembre 1972 à Suresnes (92), demeurant 11 rue Marbeau à Paris (75116), de nationalité française.

Et ce, pour une durée illimitée.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide de désigner en qualité de :

-commissaire aux comptes titulaire : la société F.B.A CAELIS Audit, ayant son siège social 1 rue du Faubourg Saint Honoré à Paris (75008), immatriculée au RCS sous le numéro 353 976 202 Paris



Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

TROISIEME DECISION

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'un extrait des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités requises en conséquence de la résolution qui vient d'être prise.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associé unique.

Hakim GAOUAOUI

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.



BNP PARIBAS

CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE

EXEMPLAIRE CLIENT

BNP PARIBAS, S.A. au capital de 2 497 718 772 euros dont le siège social est à PARIS (75009), 16 Boulevard des Italiens, immatriculée sous le n° 662 042 449 - RCS PARIS - identifiant CE FR76662042449 - ORIAS n° 07 022 735, représentée par Caroline MARCOTTE DE QUIVIERES soussigné(e),

atteste par la présente :

- que le compte ouvert sur les livres de son agence de BOULOGNE PME au nom de la société en formation HG DEVELOPMENT société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est fixé
23 RUE EDOUARD NIEUPORT
92150 SURESNES
avec pour objet activités des sociétés holding, est créancier de la somme de 1 000 euros, représentant 100,00 % du capital libéré de cette société,
- que cette somme est indisponible jusqu'à justification de l'immatriculation de ladite société au Registre du Commerce et des Sociétés,
- qu'elle est en possession d'une liste comportant les nom, prénoms et domicile (ou dénomination, forme et siège social) des souscripteurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux.

Une photocopie de cette liste, certifiée conforme par ses soins, se trouve jointe à la présente attestation.

Fait pour servir et valoir ce que de droit à BOULOGNE BILLANCOURT.

Le 12.04.2018

Prénom, Nom du signataire

Caroline
MARCOTTE DE QUIVIERES

Caroline MARCOTTE de QUIVIERES
BNP PARIBAS
Centre d'Affaires et de Conseil aux Entrepreneurs
90 avenue du Général Leclerc
92100 Boulogne Billancourt



BNP PARIBAS SA au capital de 2 497 718 772 € - Siège social : 16 bd des Italiens, 75009 Paris - RCS Paris n° 662 042 449 - Id. CE FR76 662042449 - ORIAS n° 07 022 735
0 820 820 007 (service 0,12€/mn + prix d'appel) - mabanquepro.bnpparibas

SC118030711046



BNP PARIBAS

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

PERSONNES PHYSIQUES

EXEMPLAIRE CLIENT

IDENTITE	MONTANT VERSE (EN EUROS)
Nom et prénom : M. GAOUAOUI Hakim Date de naissance : 27.12.1972 Adresse : 11 RUE MARBEAU 75116 PARIS	1 000

TOTAL : 1 000 euros.



BNP PARIBAS SA au capital de 2 497 718 772 € - Siège social : 10 bd des Italiens, 75009 Paris - RCS Paris n° 662 042 449 - Id. CE FR70 662042449 - ORIAS n° 07 022 735
0 820 820 007 (service 0,12€/mn + prix d'appel) - mabanquepro.bnpparibas

SCPH25CEPH100402

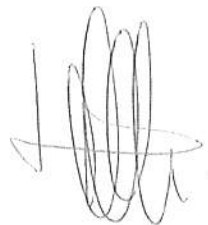
HG DEVELOPMENT
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 1.000 EUROS
SIEGE SOCIAL : 23 RUE EDOUARD NIEUPORT
92150 SURESNES
R.C.S. EN COURS D'IMMATRICULATION

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

-Monsieur Hakim GAOUAOUI, né le 27 décembre 1972 à Suresnes (92), demeurant 11 rue Marbeau à Paris (75116), de nationalité française, marié sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts le 12 juin 1999 à Suresnes (92) avec Madame Marie-Laure PASCAUD née le 11 juin 1973 à Paris (75016), étant précisé qu'une ordonnance de non conciliation a été rendue le 22 décembre 2017 par Coralie CAPILLON, juge aux affaires familiales, valant séparation de biens à compter de cette date.

A souscrit 100 actions de 10 euros pour un montant de 1.000 euros

Suresnes,
le 12/04/2018



HG DEVELOPMENT

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

AU CAPITAL DE 1.000 EUROS

SIEGE SOCIAL : 23 RUE EDOUARD NIEUPORT

92150 SURESNES

R.C.S. EN COURS D'IMMATRICULATION

STATUTS

-**Monsieur Hakim GAOUAOUI**, né le 27 décembre 1972 à Suresnes (92), demeurant 11 rue Marbeau à Paris (75116), de nationalité française, marié sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts le 12 juin 1999 à Suresnes (92) avec Madame Marie-Laure PASCAUD née le 11 juin 1973 à Paris (75016), étant précisé qu'une ordonnance de non conciliation a été rendue le 22 décembre 2017 par Coralie CAPILLON, juge aux affaires familiales, valant séparation de biens à compter de cette date.

A ETABLI AINSI QU'IL SUIVRA LES STATUTS DE LA SAS QU'IL DECIDE DE CONSTITUER :



STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

La société est une société par actions simplifiée. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en France et en tous pays :

- La prise de participation, droits et intérêts, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes les entreprises, sociétés ou groupements ; la gestion, l'exploitation, l'aliénation de ces participations , droits et intérêts ;
- l'accomplissement de tous travaux, services ou prestations intéressant les entreprises, et notamment sur le plan administratif, technique, comptable, publicitaire, commercial ou financier ou de toutes autres taches concernant l'organisation ;

et plus généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à ce qui précède ou susceptibles de favoriser le développement et l'extension des affaires sociales.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

« HG DEVELOPMENT »

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 23 rue Edouard Nieuport à SURESNES (92150).

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président, et en tout autre lieu par décision ordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ; sauf les cas de dissolution ou de prorogation.



ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été déposé à un compte ouvert au nom de la société en formation par l'associé à la Banque

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social actuel est fixé à la somme de MILLE EUROS (1.000 EUROS).

Il est divisé en 100 actions de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 100 entièrement souscrites et intégralement libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par l'assemblée des actionnaires statuant dans les conditions de l'article 17 ci-après.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en comptes « nominatifs purs » ou « nominatifs administrés » selon les modalités prévues par le « cahier des charges des émetteurs - teneurs de comptes de valeurs mobilières non admises en SICOVAM » approuvé par la direction du Trésor.

ARTICLE 10 - CESSION DES ACTIONS

1/ Les actions sont librement négociables

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instructions signées du cédant ou d'un représentant qualifié.

2 / Nantissement des actions

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire, en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa premier du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

Pour l'application de la présente clause, le projet de nantissement doit être notifié par l'actionnaire intéressé à la société dans les conditions prévues en 2/ ci-dessus.

La décision relative au projet de nantissement est prise et notifiée dans les mêmes conditions qu'en matière d'agrément du cessionnaire d'actions étranger à la société.

Si la société n'a pas été consultée ou si elle a refusé son consentement au projet de nantissement, les dispositions du présent article qui précèdent sont applicables à l'agrément de l'adjudicataire des actions en cas de réalisation forcée de ces dernières.



3./ Droit de préemption :

Dans l'hypothèse où l'un des associés souhaiterait céder les actions, les autres associés bénéficieront d'un droit de préemption au prorata de leur participation au sein du capital de la société.

Au cas où un ou plusieurs des associés n'exerceraient pas en tout ou partie leur droit de préemption, les autres associés disposeront d'un droit de préemption au prorata de leur participation respective.

En cas d'exercice du droit de préemption, le prix unitaire de l'action sera celui obtenu par l'associé cédant de la part d'un acquéreur de bonne foi.

L'associé qui envisagerait de céder ses actions doit notifier au président et aux bénéficiaires de ce droit par lettre recommandée avec accusé de réception, la cession projetée en mentionnant le nombre d'actions qu'il souhaite céder, l'identité du cessionnaire, le prix et les conditions de la cession.

A compter de la réception de cette lettre, chaque associé devra faire connaître sa décision d'acquiescer dans le délai de 30 jours.

Si l'exercice des droits de préemption ne permet pas l'acquisition de la totalité des actions mises en vente, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

L'acquisition des actions devra être réalisée dans un délai de 10 jours. Au-delà de ce délai, le droit de préemption sera caduc.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1./ Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2./ Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

3./ Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

4./ Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis à vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.



- 5./ Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier, sauf pour les décisions concernant la dissolution de la société où il est attribué au nu-propriétaire.

ARTICLE 12 - PRESIDENT

- 1./ La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions du président est illimitée.

- 2./ Le président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 13 - DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

Sur la proposition du président, les actionnaires, en assemblée générale ordinaire, peuvent nommer des directeurs généraux délégués, personnes physiques.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux sont déterminés par les actionnaires en accord avec le président.

Le directeur général délégué est révocable à tout moment par la majorité des deux tiers des actionnaires.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général délégué en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

La durée des fonctions du directeur général est illimitée.

ARTICLE 14 - REMUNERATION DU PRESIDENT ET DU DIRECTEUR GENERAL

La rémunération du président et du directeur général est fixée par les actionnaires à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

- 1./ Le président et les dirigeants doivent aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le



délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur ces conventions. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

- 2./ Les interdictions prévues à l'article L. 225.43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

ARTICLE 16 - DECISIONS DES ACTIONNAIRES

- 1./ Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des actionnaires sont prises, au choix du président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Tous moyens de communication - vidéo, télex, fax, etc... - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.
- 2./ Sont prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, ainsi que l'exclusion d'un associé.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs actionnaires représentant 51 % du capital social.

- 3./ L'assemblée est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président. Lorsque la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire, l'assemblée est convoquée par l'actionnaire ou un des actionnaires demandeurs.

Elle est réunie au siège social.

La convocation est faite par tous moyens huit jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président.

- 4./ En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun, par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de huit jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans un délai de huit jours est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel est portée la réponse de chaque actionnaire.



- 5./ Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

ARTICLE 17 - DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société.

Les décisions en assemblée générale extraordinaire sont prises à la double majorité des actionnaires en nombre et des voix des actionnaires présents ou représentés.

ARTICLE 18 - DECISIONS ORDINAIRES

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les actionnaires.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année et pour la première fois le 31 décembre 2018.

ARTICLE 20 - COMPTES ANNUELS

Le président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Une assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 21 - RESULTATS SOCIAUX

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale décide d'inscrire celui-ci à un ou plusieurs postes de réserves, dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.



ARTICLE 22 - CONTROLE DES COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes sont nommés et exercent leur mission de contrôle, conformément à la loi.

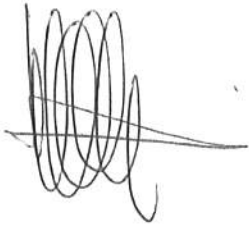
ARTICLE 23 - LIQUIDATION

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions du Commerce et aux décrets pris pour son application.

Le *boni* de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Fait à Paris

Le 12/04/18

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.